

Sous-équipé, le lycée agricole à nouveau secoué par une grève

ÉCRIT PAR CÉLIA ALBÉRI

20 octobre 2023



Élèves, enseignants, personnels administratifs et techniques dénoncent à nouveau la dégradation de leurs conditions de travail au lycée agricole de Guadeloupe. En grève depuis lundi 25 septembre, l'établissement situé à Baie-Mahault connaît un énième mouvement d'alerte. Le mécontentement est monté d'un cran le 18 octobre, avec des manifestants qui ont investi la voie publique.

Interrogé par une chaîne Youtube nommée Kannal97+, un élève décrit les jours où en sortant du travail dans l'exploitation attenante ils ne peuvent pas se laver parce que « *les douches sont sales, il y a des ravets, de la boue. (...) On nous apprend à prendre soin de nos cultures et de nos bêtes, mais quand on voit les animaux du lycée, pff, ils ne prennent pas soin d'eux ! On nous apprend des choses qu'eux ils ne font pas*

Les syndicats Sea-Unsa (Syndicat de l'enseignement agricole-Union nationale des syndicats autonome), Snetap-FSU (Syndicat national de l'enseignement technique agricole public-Fédération syndicale unitaire) et UGTG (Union générale des travailleurs de Guadeloupe) venus en renfort ont dans un tract distribué aux abords de l'établissement notamment dénoncé « les déjections de rats et de cafards, le même menu représenté plusieurs jours au restaurant scolaire, un tracteur de travaux pratique non homologué et dangereux... »

Tract-syndical-Lycee-agricole-Baie-Mahault-25-septembre-2023

Le groupement d'enseignement agricole, comprenant le lycée agricole, l'exploitation agricole, le CFA (centre de formation d'apprentis agricoles) et les CFPPA (centres de formation professionnelle et de promotion agricole) de Basse-Terre et Grande-Terre connaît de nombreuses difficultés.

Il y a 5 mois, lors du conseil académique de l'éducation nationale qui s'est tenu le 17 mai 2023 sous la présidence de la rectrice, la FSU s'indignait que le lycée agricole soit amené à gérer sa trésorerie en assurant "en priorité le paiement des salaires des agents contractuels payés sur budget d'établissement (agents administratifs et d'entretiens, AE, AESH et formateurs)". Avec pour conséquence des coupes budgétaires dans l'achat de matériel pédagogique voire certaines fois de denrées alimentaires pour la restauration. Une situation qui "génère une grande souffrance psychologique du personnel ne pouvant plus conduire les différents projets scolaires ; certains agents se retrouvent même obligés à acheter du matériel avec leurs propres moyens financiers pour la réussite des apprenants."

Le syndicat énumérait une liste de problèmes sérieux : sous-entretien des bâtiments, salles de cours sans internet et matériel informatique, CDI où la majorité du mobilier n'a pas été changée depuis près 30 ans, laboratoire de génie alimentaire qui ne répond plus aux normes sanitaires et sécuritaires. Malgré quelques travaux réalisés par la Région pendant les

vacances scolaires, le compte n'y est pas.

declaration_liminaire_fsu_caen_du_17_mai_2023

En mai 2021, une grève avait éclaté pour demander notamment “le maintien en poste de trois contractuels locaux, pour la stabilité des équipes et la continuité pédagogique” et “un plan de formation aux concours pour la titularisation des agents”.

En mars 2023, le secrétaire d’État à l’Outre-mer, Jean-François Carenco, accompagné du président de la Région, Ary Chalus, avait visité l’exploitation de volaille bio de Boris Damase, un ancien élève du lycée agricole diplômé d’un BTS en aménagement paysager et d’un BPREA (brevet professionnel de responsable d’exploitation agricole), choisi pour son exemplarité. Ils soulignaient l’importance de “travailler ensemble pour améliorer la structuration des filières de productions locales et renforcer la souveraineté alimentaire”.



En mars 2023, le secrétaire d'État à l'Outre-mer, Jean-François Carenco, accompagné du président de Région, Ary Chalus, visitent l'exploitation de volaille bio de Boris Damase ancien élève du lycée agricole. Photo DAAF Guadeloupe

À la rentrée 2023, l'enseignement agricole guadeloupéen, public et privé, représentait un effectif de 811 élèves de la 3^e au BTSA. L'opération récente de namewashing "Guadeloupe AgroCampus" s'assimile à de la poudre aux yeux. En réalité, il s'agit davantage d'agriculture que d'agronomie, ce qui remet en question l'appellation "agro". De plus, il ne s'agit pas d'un groupement dédié à l'enseignement supérieur comme le suggère le terme "campus", mais d'un groupement d'établissements dominé majoritairement par l'enseignement technique agricole (jusqu'au BTSA). Les ressources humaines, matérielles et financières n'ont pas accompagné cette appellation et son intention de promouvoir l'élévation de l'enseignement agricole. Le nom pompeux apparaît trompeur. Les acteurs de la filière réclament mieux.

